

LES DETERMINANTS DE LA CREATION D'ENTREPRISE: ETUDE DE L'EXPERIENCE DES PME EN ALGERIE.

Randa MEGHARI Eps BEN ADDA, doctorante, Labo PERMANAN, HEC
Ibtissem BRAHITI, doctorante, Labo PERMANAN, HEC
Abdelafit IDIR, Enseignant Chercheur, HEC

Résumé : Le gouvernement algérien a mis en place une stratégie visant à relancer l'économie, diversifier ses revenus et sortir le pays de la dépendance aux hydrocarbures. La PME prend, de ce fait, une place prépondérante dans la démarche du gouvernement pour réaliser cet objectif. Le présent article a pour objet d'explorer et d'analyser les différents facteurs ayant un impact sur la création d'entreprise en Algérie. Ces facteurs peuvent être liés au créateur d'entreprise (l'entrepreneur), ou à des facteurs environnementaux (socio-économiques, culturels,etc).

Mots clés: Entrepreneuriat, dispositif, PME, création, programme d'appui.

Introduction:

La PME en Algérie est considérée, à juste raison, un levier des plus importants du nouveau cap de croissance que se sont fixés les pouvoirs publics, comme facteur essentiel de création de richesse, d'une part, et pour son impact sur l'emploi et la diversification des exportations d'autre part.

En effet, les entreprises de grandes tailles en Algérie sont publiques pour l'essentiel et ne peuvent répondre à toutes les attentes de développement dans une économie mondialisée. Un tissu plus dense de PME, basé sur l'initiative privée, offre l'apport additionnel nécessaire. Il sera la base d'une régénération des sources de la croissance économique. Il sera aussi le noyau à partir duquel de grands groupes peuvent émerger à terme. Des pays très avancés se sont basés sur la PME pour gagner en rythme de croissance économique, pour résoudre les problèmes d'emploi et améliorer leurs exportations. Ainsi, le développement de la PME est à la fois un impératif économique vital et une opportunité stratégique.

Notre contribution, dans le cadre de la réalisation de ce travail de recherche dans le domaine de management, de l'entrepreneuriat et de création de PME, consistera à étudier, analyser et diagnostiquer l'expérience menée

par le ministère de l'Industrie et des Mines à travers la Direction Générale de la PME (DGPME), qui constitue notre principal terrain de recherche. D'autres terrains complémentaires feront objet d'observation et d'analyse à savoir ; l'ANSEJ, les pépinières d'entreprises, les centres de facilitation, l'ANGEM....

Notre recherche traite de la question principale suivante :Quel est l'impact des déterminants liés à l'environnement sur la dynamique de création de petites et moyennes entreprises par les jeunes créateurs ? En d'autres termes, le jeune créateur algérien est-il réellement motivé, suivi et accompagné dans son parcours de créateur de PME ? Quel est l'apport des mécanismes financiers dans la dynamique de création des PME en Algérie ?.

Nous présentons dans une première section, le cadre de la recherche (le cadre théorique de référence, la dynamique des PME algériennes (état des lieux) et la méthodologie adoptée dans cette étude. La deuxième section sera consacrée aux résultats de l'étude.

I. Cadre de recherche:

I.1. Cadre théorique de référence:

Plusieurs études ont été effectuées sur les déterminants de création d'entreprise. Ces études montrent d'une part, l'impact des facteurs intrinsèques, liés à l'entrepreneur lui-même, les facteurs extrinsèques liés à l'environnement externe ; socio-économique, culturel, d'autres part.

En effet, le comportement est lié à l'individu lui-même mais ne peut être séparé du milieu environnemental dans lequel il vit. Selon (TOUNES, 2003 : P12), l'intention entrepreneuriale «...se manifeste dans un environnement spécifique à travers lequel il est possible de canaliser des perceptions et des attitudes en vue d'atteindre des comportements souhaités... Elle émane de l'individu mais pour devenir réalité, elle dépend de l'environnement culturel, social et économique... Elle est certes, avant tout, une volonté personnelle, mais elle dépend également de l'influence des variables contextuelles».

L'environnement constitue une variable centrale du fait qu'elle influence sur la liberté des individus en termes de prise de décision. Les contraintes qu'impose l'environnement réduisent le champ décisionnel de l'entrepreneur et limitent l'implantation de certaines idées sur le marché. Certains facteurs de l'environnement externe, telles les conditions économiques, sociales, politiques et culturelles, influencent considérablement la création d'entreprises (GASSE, 2002 : P4).

En effet, (BENREDJEM, 2009 : P7) dans le modèle de formation organisationnelle montre comment l'action d'entreprendre prend naissance grâce à plusieurs facteurs: la propension à créer, l'intention de créer de l'individu et la structure des informations qui montre le rôle de l'environnement dans le soutien de l'acte entrepreneurial.

Dans ce même cadre, (HERNANDEZ, GARTHER, HAYTON, GEORGE et ZAHRA, 2005: P4) ont insisté également sur les facteurs ayant un rôle dans le phénomène entrepreneurial. Ces facteurs sont d'ordre socio-économique et culturel. Toutefois, il faut souligner que les recherches sur les facteurs liés à l'environnement y sont peu développées.

La revue de la littérature montre que la plupart des recherches sont faites dans un contexte et un environnement institutionnel spécifique à un pays donné. La théorie institutionnelle, par exemple, montre que chaque pays dispose de caractéristiques institutionnelles distinctes. Ces caractéristiques reflètent les différents aspects de l'environnement national que sont les normes sociales, culturelles ainsi que les normes réglementaires et institutionnelles.

Ainsi, (HAYTON et al 2002) ont indiqué un rapport de dépendance entre la situation économique, condition institutionnelle et le domaine de l'entrepreneuriat, et ils définissaient les distinctions au niveau culturel des jeunes entrepreneurs comme étant un facteur modérateur de ce rapport. En effet, on apercevait que l'environnement puisse gêner ou soutenir l'acte entrepreneurial.

Certains chercheurs mettent en avant l'influence de la croissance économique et démographique ainsi que le chômage, la privatisation et autres phénomènes sur le développement du tissu entrepreneurial. En tout état de cause, on peut recenser dans la littérature liée à l'entrepreneuriat que la culture entrepreneuriale est liée à l'innovation, la créativité, l'attitude face à la prise de risque, l'indépendance, la perception des opportunités dans l'environnement, l'ambition, l'originalité, la projection dans le long terme, l'aptitude à résoudre des problèmes, etc.

(ALAIN FAYOLLE, 1994 : SP) écrit dans un article que : « Si la qualité de l'entrepreneur dépend largement du succès ou l'échec de l'entreprise, le meilleur des créateurs pourra difficilement s'imposer, s'il ne peut mobiliser un ensemble de ressources : information, argent, logistique, conseils, technologies,... ». En effet, selon Alain ALAIN FAYOLLE, face aux enjeux collectifs et individuels, les systèmes d'accompagnement et d'appui à la création d'entreprises sont ainsi progressivement imposés et développés.

La création d'entreprise est une affaire aussi sérieuse qui nécessite un parcours cohérent de la part du jeune créateur. Ce dernier fait appel à une véritable prise en charge du projet de création et cette dernière doit faire valoir l'ensemble des aspects et dimensions du projet même. L'accompagnement consiste à éclairer la voie à suivre pour le jeune créateur tant sur le plan juridique, économique, managérial..., etc.

I.2. Principaux programmes et politiques d'appui à la PME:

Le développement de la PME a connu un essor remarquable favorisé par les politiques publiques incitatives en termes, d'encadrement institutionnel, d'aides publiques, de réglementation et de mise à niveau. En effet, l'Etat a mis en place environ 150 mesures en faveur de l'investissement et de la croissance économique, parmi :

- Allègement de la pression fiscale sur les entreprises à travers la réduction de l'IBS et de l'IRG.
- Création de fonds national d'investissement de 150 milliards de DA et de fonds d'investissement locaux de 1 milliard de DA/wilaya et mise en place d'une formule leasing pour le financement des biens d'équipements.
- Renforcement des garanties pour la couverture des risques de financement des crédits d'investissements consentis aux PME.
- Mesures d'appui aux secteurs agriculture, habitat, tourisme, sport, culture, santé et assainissement de l'espace économique.

Pour l'année 2013, l'Etat a mis en place de nouvelles mesures au titre d'investissement et de financement afin de renforcer et stimuler la création d'entreprises:

- Au titre de l'investissement, de nouvelles dispositions pour l'accès au foncier. A titre d'exemple, la réduction du prix de la redevance locative sachant qu'elle est de moins de 90 % en phase réalisation et de moins 50 % en phase exploitation. .
- Au titre du financement, notons la création de sociétés de capital investissement chargées de gérer des fonds d'investissement de 1 milliards de dinars/wilayas. Ainsi, une ligne de crédit de 100 milliards de dinars pour les projets à longue maturation.

I.3. Les dispositifs dédiés à la promotion et au développement de la PME:

I.3.1. Fonds de Garantie des Crédits aux PME « FGAR » :

Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR), est une institution publique, conçue pour faciliter l'accès des PME aux financements bancaires lors du lancement de projets de création ou d'extension d'activité, en accordant des garanties de crédits aux banques, à l'effet de compléter le montage financier des projets.

La garantie FGAR vient en complément des garanties réelles exigées par la banque auprès de ses clients pour la mobilisation des crédits octroyés.

Cette garantie comble l'insuffisance des garanties immobilières et nantissement des équipements et dans certains cas les remplacent. Le montant minimal de la garantie par projet est de 5 millions DA et le montant maximal est de 50 millions DA. Le montant maximal de 50 millions DA désigne la garantie accordée et non le coût du projet. La garantie n'est offerte qu'après analyse du projet par le FGAR. La garantie définitive ne peut être octroyée qu'après la notification de l'accord de financement au promoteur par la Banque.

I.3.2 Caisse de Garantie du Crédit d'Investissement « CGCI-PME »:

La caisse de garantie du crédit d'investissement est une institution publique mise en place pour soutenir la création et le développement de la PME en lui facilitant l'accès au crédit.

La CGCI-PME a pour vocation de couvrir les risques attachés aux crédits d'investissement consentis aux PME. Elle couvre les risques d'insolvabilité, encourus par les banques, sur les crédits consentis aux Pme et complète les autres dispositifs d'aide au financement bancaire de la Pme constitués par le FGAR et le Fonds de Caution mutuelle. La limite de la garantie est plafonnée à 250 Millions de DA pour un montant maximum du crédit de 350 millions de DA. La garantie n'est offerte qu'après analyse du projet par la CGCI. La garantie définitive ne peut être octroyée qu'après la notification de l'accord de financement au promoteur par la Banque.

I.3.3 Organismes d'appui à la création d'emploi:

- ANSEJ:**

Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, institution publique créée en 1996 chargée de l'encouragement, du soutien et de l'accompagnement à la création d'entreprise Le dispositif ANSEJ est réservé aux jeunes chômeurs (19-35ans) porteurs d'idée de projet de création d'entreprise.

Le processus d'accompagnement assuré par ce dispositif couvre les étapes de création de lancement et d'extension de l'entreprise. Il concerne des projets de création dont le coût global ne dépasse pas les 10 Millions de dinars. Il est construit principalement autour des mesures d'aide suivantes:

- Assistance et encadrement personnalisés du jeune promoteur en matière de maturation du projet et d'élaboration du Business Plan.
- Aides financières:
 - Prêt Non Rémunéré représentant 28 à 29% du coût global du projet;
 - Bonification des intérêts bancaires.
- **ANGEM :**

Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit, développe un dispositif (le micro crédit) visant le développement des capacités individuelles des personnes à s'auto prendre en charge en créant leur propre activité. Le Micro Crédit est un prêt permettant l'achat d'un petit équipement et des matières premières de démarrage pour exercer une activité ou un métier.

Ce dispositif est destiné à tout citoyen de plus de 18 ans sans revenus ou disposant de revenus instables et irréguliers ainsi que les femmes au foyer. Il vise l'intégration économique et sociale à travers la création d'activités de production de biens et services.

Le crédit «achat de matière première»:

Le dispositif prévoit un financement à 100% (aucun apport du postulant au micro crédit) du montant d'achat de la matière première à travers un prêt non rémunéré (PNR), pour un coût global ne dépassant pas 100 000 DA.

II. Analyse de la situation en Algérie

La PME en Algérie est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et de services. La loi d'orientation sur la promotion de la PME n° 01/18 du 12/12/2001 définit la petite et moyenne entreprise selon les critères suivants :

- Employant de 1 à 250 personnes;
- Dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas milliards DZD
- Ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions DZD et qui respecte le critère d'indépendance.

Une entreprise indépendante est celle dont le capital ou les droits de vote ne sont pas détenus à 25% et plus par une autre entreprise ou conjointement par plusieurs autres entreprises ne correspondant pas elles-mêmes à la définition de PME.

II.1. Etat des lieux des PME algériennes:

Les enquêtes et les recherches concernant le secteur de la PME soulignent les caractéristiques suivantes des PME algériennes à savoir:

Une forte concentration financière et géographique autour des grands pôles urbains, une faible capitalisation, une organisation insuffisante, une faible capacité de production (a priori liée à un sous-équipement), une activité orientée généralement sur le marché domestique, un faible niveau de formation de certains promoteurs et salariés, la question de la taille des PME tient en partie à leur activité (Elle est aussi l'expression des freins réglementaires et psychologiques).

Aujourd’hui, considérées comme un acteur majeur de la performance économique du pays, les PME algériennes ont des caractéristiques, qui ne sont pas homogènes et varient d’un secteur d’activité à un autre, selon la dimension de l’entreprise et la région de son implantation. Globalement, nous pouvons dire que, les PME en Algérie se distinguent, par les caractéristiques suivantes :

- Une structure financière souvent fragile et la prédominance du capital amical (familial) ;
- Une concentration relative dans les secteurs de la production des biens de consommation et des services ;
- Prépondérance des micros-entreprises (96,15% des PME en Algérie appartiennent à la catégorie des TPE avec moins de 10 salariés);
- Compétence et qualification professionnelles des dirigeants des PME sont souvent non justifiées (faible capacité managériale);
- Manque d’encadrement technique;
- Faiblesse de l’accumulation technologique;
- Quasi-absence de l’innovation et manque d’inventivité;
- Faiblesse de l’activité de sous-traitance;
- Manque d’informations fiables, pertinentes et actualisées;
- Une grande souplesse structurelle et un manque de spécialisation.

II.2. Evolution des PME durant la période 2005/2016:

II.2.1. Evolution de la création des PME:

Il est fortement constaté que durant ces dernières années, le trend de croissance de la création des PME en Algérie a évolué d’une manière significative. Ce qui a permis de densifier davantage le tissu des entreprises, en passant de **342 788 entreprises** en 2005 à **777 816 entreprises** en 2014, et durant l’année 2016, elle est de 7,92% soit **88 194** nouvelles PME créées, ce qui porte le nombre global des PME privées à **1 022 231**.

Selon l'analyse du constat du tissu de PME en Algérie, et faisant référence aux révélations faites par les acteurs du secteur (opérateurs économiques, banques et établissements financiers, pouvoirs publics), les principales causes induisant la disparition des PME de la sphère économique se résument comme suit:

- Environnement moins favorable au développement de l'entreprise;
- La très petite entreprise est majoritaire (représente 96% du total des PME);
- Manque de maturation dans le lancement des projets;
- Faible compétitivité;
- Problèmes liés à l'accès au foncier et au financement;
- Manque de main d'œuvres qualifiés ;
- Lourdeur des charges (fiscales et parafiscales);
- Concurrence déloyale.

II.2.2. Evolution des PME privées par secteur d'activité:

Les PME privées (personnes morales) sont concentrées principalement au niveau des services, avec 49,76% de la population totale des PME, suivies par le secteur du BTPH et les industries manufacturières.

Tableau N°01 : Evolution des PME privées par secteur d'activité

Secteurs d'Activité	2005	Parts (%)	2014	Parts (%)	2016	Parts (%)
I Agriculture	2 947	1,2	5078	1,00	6311	1.10
II Hydrocarbures , Energie, Mines et services liés	1 350	0,55	2485	0,49	2770	0.48
III BTPH	80 716	32,83	166001	32,85	174876	30.34
IV Industries manufacturières	48 185	19,6	80341	15,90	89694	15.56
V Services	112644	45,82	251451	49,76	302645	52.52
Total	245842	100%	505355	100,00	576296	100,00

Source : Document interne au MIM(2017)

1I.2.3. Classement des 10 premières wilayas selon le nombre de PME:

Sur le plan géographique, les PME se concentrent, comme le montre bien le tableau ci-dessous, sur une dizaine de wilayas du nord du pays durant la période concernée (2005-2016).

Tableau N°02: Classement des 10 premières wilayas selon le nombre de PME

N°	Wilaya	2005	Parts en %	2014	Parts en %	2016
1	ALGER	30 257	12,31	58 077	11,49	64 678
2	TIZI OUZOU	13 170	5,36	29 853	5,91	34 743
3	BEJAIA	10 167	4,14	24 030	4,75	28 372
4	ORAN	16 227	6,60	23 894	4,73	26 688
5	SETIF	9 968	4,05	22 667	4,49	25 816
6	TIPAZA	8 111	3,30	21 007	4,16	25 464
7	BOUMERDES	8 258	3,36	18 241	3,61	21 512
8	BLIDA	7 838	3,19	17 213	3,41	20 036
9	CONSTANTINE	7 499	3,05	16 117	3,19	18 362
10	BATNA	5 033	2,05	12 663	2,51	14 417

Source: Document interne au MIM (2017)

Par région, le Nord demeure un bassin favorable de création et de développement des PME eu égard à ses avantages compétitifs par rapport aux autres régions, notamment:

- Climat favorable;
- Disponibilité d'infrastructures de base;
- Concentration de la population dans les wilayas du nord;
- Opportunités d'investissement et de marché;
- Proximité des institutions administratives et financières;
- Main d'œuvre relativement bien qualifiée.

II.2.4. Concentration des PME (personnes morales) par région:

En termes de densité, la moyenne nationale a enregistré une évolution sensible en passant de 09 PME/1000 habitants en 2005 à 15 PME en 2014, soit une progression de 67%. Néanmoins, il est souligné que ce taux demeure faible comparativement à la norme internationale qui est de 50 à 60 PME/1000 habitants. Le tableau suivant présente la concentration des PME par région.

Tableau N° 03: La concentration des PME par région (2005- 2014)

Région	Nombre de PME 2005	Densité 2005	Nombre de PME 2014	Densité 2014	Nombre de PME 2016
Région Nord	249 443	8	513324	30	400 615
Région Hauts plateaux	72 076	6	154221	12	125 696
Région Sud	18 957	8	41282	14	-
Région Grand sud	4 845	10	9708	14	49 595
Total	245 842	9	505355	15	575 906

Source : Document interne au MIM(2017)

Taux de concentration = (Nombre de PME/Population résidente)*1000

Aussi, la densité des PME en Algérie n'est pas linéaire, elle diffère d'une région à une autre:

- 30 PME par 1000 habitant dans la région du nord du pays ;
- 12 PME par 1000 habitant dans la région des hauts plateaux ;
- 14 PME par 1000 habitant dans la région du sud ;
- 14 PME par 1000 habitant dans la région du grand sud.

II.2.5. Evolution des emplois déclarés par type de PME:

L'emploi cumulé dans les PME tous types confondus, à fin 2014, est de **2.149.000** salariés. Ce chiffre inclut les employeurs des entreprises des PME privées (personnes morales) et les chefs d'entreprises privées relevant des fonctions libérales ainsi que les artisans. Par rapport à 2005, il a progressé de **98,69 %**. (Voir le Tableau).

Tableau N° 04 : Evolution des emplois déclarés par type de PME

Types de PME	2005		2014*		2016	
	Nombre	Parts (%)	Nombre	Parts (%)	Nombre	Parts (%)
PME Privées						
Salariés	642 987	55,53	1294 015	58,90	1489443	58,62
Employeurs	438 586	37,88	854 985	38,92	1022231	40,23
S/Total	1 081 573	93,41	2149 000	97,82	2511674	98,85
PME Publiques						
Salariés	76 283	6,59	48 000	2,18	29024	1,4
Total	1 157 856	100	2 197 000	100	2 540 698	100

Source : Document interne au MIM(2017)

Les chiffres présentés dans le tableau montrent clairement une hausse remarquable et une croissance de 1.079.424 des postes d'emplois générés par les entreprises privées. Contrairement au secteur public qui a enregistré tout au long de la période 2005/2014, une diminution de l'ordre de -34,07%, due principalement à la restructuration des portefeuilles des EPE.

Après avoir étudié et analysé l'état des lieux de la PME en Algérie, et montrer ainsi son importance dans le développement du pays, nous tenterons dans la section suivante de résumer les principaux résultats de l'enquête par questionnaire en se référant au questionnaire globale GEM 2012. On tient à préciser dans ce cadre que, nous avons procédé à la sélection de quelques questions ayant trait à notre sujet de recherche.

III. Analyse du questionnaire:

Pour la composition de l'échantillon d'enquête, une stratification à plusieurs degrés a été constituée. L'ensemble du processus se décompose comme suit:

Le territoire algérien a été décomposé en quatre grandes régions ou strates. Ouest, Centre, Est et Sud. Pour chacune des régions du pays, il a été arrêté un nombre de trois à quatre sous-régions ou wilayas, **Ouest** : 05 wilayas Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara et Relizane comprenant plus de 989 personnes adultes, soit 29% de l'échantillon. La région **Centre** 03 wilayas, Alger, TiziOuzou et Blida comprenant plus de 1125 personnes adultes, soit 33% de l'échantillon. La région **Est** 05 wilayas Constantine Sétif, Bejaia, Bordj Bou-Arréridj et Annaba comprenant plus de 1.010 personnes adultes, soit une proportion de 29%. La région du **Sud** : 03 wilayas comprenant 303 personnes adultes, soit une proportion de 9% de l'échantillon d'enquête.

Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes basés sur le questionnaire global GEM 2011 à partir duquel nous avons procédé à la sélection de quelques questions en relation avec notre travail de recherche.

Nous tenons à préciser que l'ensemble des questions retenues, se rapportent à l'ensemble des déterminants de création des PME en Algérie, seront organisées en deux composantes principales à savoir ; le parcours du créateur, l'environnement global du jeune créateur.

Les pouvoirs publics et organismes chargés de la promotion de la PME en Algérie ne cessent de déployer des efforts, mais ces derniers restent insuffisants et ne répondent pas encore aux objectifs escomptés. Nous relevons dans ce sens qu'il existe une forte volonté des pouvoirs publics à encourager la dynamique d'entreprises en Algérie, à travers notamment la promulgation de loi et la mise en place d'organismes d'appui à la PME. La

logique dominante dans le fonctionnement du processus et des interfaces des différents acteurs est une logique administrative et procédurale encore loin de l'esprit managérial, communicationnel et humain. Le concept d'entrepreneuriat ou de création d'entreprise demeure encore incomplet car ne mettant pas en valeur l'ensemble des éléments et règles régissant ce concept.

Nous pensons que la problématique réside dans le déficit ou plutôt l'absence d'une démarche et approche systémique et globale ; la création d'entreprise ne se limite pas à un ensemble d'actions administratives, comptables, financières, fiscales, juridiques..., il s'agit davantage d'un travail complexe qui comprend une multitude de variables ayant une relation directe ou indirecte avec le monde de la création d'entreprise.

Suite à une étude (BENREDJEM 2009 :P5) de la banque mondiale sur les procédures de la création d'entreprise, une comparaison a été faite entre 178 pays. La comparaison s'est faite sur les indicateurs suivants : le nombre de procédures, la durée de chaque procédure, le coût des procédures, le coût de l'enregistrement de l'entreprise ainsi que le capital minimum pour la création d'entreprise. En Algérie il faut 14 démarches ou procédures pour enregistrer une entreprise. Ce nombre est supérieur à celui de la Tunisie (10 procédures) et presque le triple de ce qui se passe au Maroc et en France (respectivement 6 et 5 démarches). A noter qu'au Canada, deux procédures suffisent. Le traitement des procédures par les organismes compétents en Algérie dure 24 jours par procédure, alors qu'au Maroc la durée est de 12 jours, en Tunisie elle est de 11 jours, en France 7 jours suffisent. Quant au Canada, il reste très souple par rapport aux autres pays avec seulement 3 jours par procédure.

Sur le plan financier, l'entrepreneur algérien est encore pénalisé par le système comme le montre l'étude de la Banque Mondiale. En calculant le coût officiel de l'enregistrement d'une entreprise par le rapport du produit national brut par habitant (PNB/h), l'étude a montré que ce coût s'élevait à 13,2% du PNB/h en Algérie contre 11,5% au Maroc et 8,3% en Tunisie. En France et au Canada le coût d'enregistrement est quasiment nul (respectivement 1,1% et 0,9%). Enfin, en ce qui concerne l'apport minimum du capital de l'entreprise, le calcul est également en pourcentage du PNB/h. L'Algérie avec un apport minimum de 45,2% du PNB/h se place devant le Maroc avec 59,8% du PNB/h. La Tunisie, quant à elle, a réduit l'apport à 25,3% du PNB/h. En France et au Canada l'apport est quasiment nul ».

Notre étude nous a permis également de relever un déficit en matière d'accompagnement et de suivi tant à l'échelle amont qu'à l'échelle aval

Conclusion:

Cette étude nous a permis de faire ressortir un ensemble d'éléments d'analyse, d'observation et de diagnostic : le secteur de la PME en Algérie prend de l'ampleur et devient de plus en plus névralgique soutenu par un discours officiel encourageant sans cesse à la création des PME, le paradoxe demeure toutefois important. La réalité du terrain montre que le processus de création est dominé par une logique administrative et bureaucratique.

Ce premier résultat décrypté par nos soins grâce à des efforts d'observations du terrain, de discussions et de rencontres avec les acteurs et responsables des différents organismes chargés de la création des PME en Algérie, constitue pour nous une des sources de blocage entravant la dynamique de création d'entreprise en Algérie. Ce résultat est dû à un déficit en matière de management du processus de création entre l'ensemble des acteurs tant à l'échelle centrale qu'à l'échelle des organismes chargés de la gestion et de la mise en œuvre des politiques de promotion de la PME en Algérie entre autres; la coordination, la coopération, l'esprit d'équipe et la communication dans tous les sens, outre l'existence d'une logique de territoire qui alourdi le processus dans ses différentes phases.

Nous avons relevé également un « déficit en accompagnement » des jeunes créateurs d'entreprises. S'ajoute à cela, la dominance des rapports informels parfois négatifs sur les rapports formels de l'organisation et du processus de création d'entreprise.

Bibliographie

- ARMSTRONG (M): «*Devenez un (encore !) meilleur manager*», traduit par GABORIAUD (M), édition Les Guides Réussite IL 'Entreprise
- BERGLANN, KRUEGER et CASRUD, cité in «*L'intention entrepreneuriale: l'influence des facteurs liés à l'individu et au milieu*», Cahier de recherche n°21-E4 ,22 octobre 2010
- BERNHARD(H.B) et INGOLS (C.A): «*Formation: Six points à retenir* », Harvard Business Review, septembre/octobre 1988.
- BENREDJEM(R), cité in: «*L'intention entrepreneuriale: l'influence des facteurs liés à l'individu et au milieu*», cahier de recherche: 21-e4, 2009
- BERREZIGA (A) et MEZIANE (A): «*la culture entrepreneuriale chez les entrepreneurs algériens*»
- BORGES (C), SIMARD (G) et FILION (L-J): «*Processus de création de nouvelles entreprises: temps, difficultés, changement et performance*», 9^{ème} CIFEPME, Louvain, Belgique, octobre 2008

- BORGES, SIMARD ET FILION: «La structuration d'un projet de création d'entreprise», 2005
- Bruyat C) et J (P): «Defining the field of research in entrepreneurship», Journal of Business Venturing n°16-2, 2001
- BUCK RODGERS (F.G) avec la collaboration de SHOOK (L.R), «Le succès façon IBM», Les Editions d'Organisation, Paris
- BYGRAVE (W-D) et HOFER (C-W): «Theorizing about entrepreneurship», Entrepreneurship Theory and Practice, Vol.16, N° 2, 1991.
- COSTER (M): «Entrepreneuriat», Pearson Education, France, 2009.
- CROZIER (M), «L'entreprise à l'écoute: Apprendre le management post-industriel», Inter-Edition, Paris.
- FAYOLLE, ALBERT, MARION: «L'accompagnement des créateurs d'entreprise et amélioration de l'écoute mutuelle entre les entrepreneurs et leurs et leurs partenaires; une recherche sur la perception des uns et des autres», 1994
- Filon (L-J): «*Le champ de l'entrepreneuriat, historique, évolution et tendances* », Revue Internationale P.M.E, Vol.10, N° 2, 1997.
- Gasse cité par Henault G. M-Robert, «l'entrepreneuriat en Afrique francophone: culture, financement et développement», édition Aupelf, Paris, 1990
- GASSE, cité in: «*L'apport des structures d 'accompagnement dans la mise en place d'une stratégie d'affaires réussie*», HAMMACHE (E) et SAIDE (Z), 2003
- HERNANDEZ, GARTNER, HAYTON, GEORGE et ZAHRA, cité in: «*Création d'entreprises, Examen de la documentation*», Cahier de recherche n°02, mars 2005
- HOWARD (H), STEVENSON, David (E) et GUMPERT: «*Au cœur de l'esprit d'entreprise*», Président and Fellows of Harvard Collège. Cet article a initialement été publié en anglais dans le Harvard Business Review sous le titre *The Heart of entrepreneurship*(mars/avril 1985)
- JULIEN (P-A) et MARCHESNAY (M): «Entrepreneuriat», Edition Economica, collection poche, 1996, p.30.
- LAVIOLETTE (E-M) et LOUE(C): «Les compétences entrepreneuriales en incubateurs», 5^{ème} Congrès international de l'Académie de l'Entrepreneuriat, Paris.
- PAPIN (R): «Stratégie pour la création d'entreprise», Dunod, 2003.
- RONSTAND (R-C), «*Entreprenurship*», Lord Publishing-Dover, 1984.
- SCOTT (M.G): «*Entreprendre est universel, anges ou démons?*», in « L'art d'entreprendre», BIRLEY (S) et MUZYKA (D), Village Mondial, 1998.

- SHANE (S) et VENKATARAMAN (S): «*The promise of entrepreneurship as a field of research*», Academy of Management Review, Vol.25, n° 1, 2000
- TOUNES (A), cité in «*L'influence du milieu dans la création d'entreprises*», Université Laval Québec, 2003.